

Projet de recherche
La politisation des enjeux techniques à l'ère numérique

Directeur de recherche : Fabien Granjon, directeur du Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Internationalisation (CEMTI)

École doctorale Sciences sociales – ED401

1. Parcours universitaire, professionnel et associatif

Après une licence d'AES à l'Université de Versailles/St Quentin et une Maîtrise d'administration et management international des territoires (mention « Action humanitaire internationale et ONG ») à l'Université Paris 12, nous avons obtenu un Master de Science Politique à l'Université Paris 13. En parallèle à notre formation universitaire, nous nous sommes engagé de manière active au sein de diverses organisations humanitaires ou associatives, telles que la Croix-Rouge française, Amnesty International, ou les Déboulonneurs (collectif de désobéissance civile contre l'affichage publicitaire). Entre mars 2012 et septembre 2014, nous avons été permanent salarié de La Quadrature du Net, l'une des principales organisations de défense des droits et libertés pour les thèmes liés à Internet en France et en Europe. Ainsi, nous avons eu l'occasion au cours de cette période de plus de deux ans de participer aux actions de l'organisation – notamment celles faisant de la technologie un enjeu de lutte – et d'observer son fonctionnement, son évolution et les profils des militants agissant en son sein.

Nous avons pu mettre à profit ces expériences associatives et notre formation universitaire lors de la rédaction d'un [mémoire](#) à l'occasion de la fin de notre Master, sous la direction d'Anne Revillard. Celui-ci était consacré à l'évolution de l'action collective militante au cours des dernières années sous l'influence des nouvelles technologies de l'information et de la communication – et plus particulièrement d'Internet – et s'appuyait largement sur des observations et entretiens effectués dans le cadre de notre expérience au sein de La Quadrature du Net.

2. Présentation du projet de recherche

Le projet de recherche décrit dans ce document s'inscrit dans la continuité des travaux que nous avons effectués dans le cadre de notre mémoire de fin de Master, et propose de s'intéresser à la manière dont les acteurs militant pour la défense d'une alternative technique agissent pour politiser leurs enjeux de lutte et construire un débat politique autour de ces sujets.

Comme toute révolution technique, celle de la numérisation du signe et des technologies d'information et de communication provoque des transformations sociales de grande ampleur : en moins d'une quarantaine d'années, ces « nouvelles » technologies – et en premier lieu Internet – ont radicalement reconfiguré de nombreux domaines sociaux, tels que les rapports de production, l'accès à la culture et à l'éducation, la participation citoyenne au débat démocratique, la production et la diffusion de l'information, les interactions entre individus ou encore la construction de leurs identités. Face à ces changements, des acteurs – qui ne possèdent généralement ni les moyens de produire ces technologies, ni le pouvoir d'écrire les normes encadrant leur fonctionnement – construisent des alternatives techniques et s'organisent pour les défendre dans le débat public. En tentant de placer ces enjeux au cœur de la réflexion politique, ces acteurs et collectifs rappellent que les technologies ne sont jamais neutres, qu'elles guident les conduites, et devraient par conséquent faire l'objet d'un contrôle démocratique¹. En effet, si ces nouvelles technologies sont porteuses de promesses de bouleversements de l'ordre établi et pourraient permettre un profond renouvellement démocratique, elles pourraient tout autant aboutir à un renforcement du contrôle social, générant l'émergence de projets techniques concurrents, portés par des acteurs différents en fonction de leurs propres intérêts.

Dès lors, ces militants s'organisent et développent des stratégies pour faire prendre conscience au reste de la société de la place toujours croissante de la technologie, et l'invite à poser un regard critique et politique sur cette évolution. Le contexte numérique contemporain et les cadres référentiels des technologies en question contraignent ces organisations à renouveler et transformer les modes et répertoires d'action traditionnels, et finalement les modalités d'action des mouvements sociaux dans leur ensemble. Ainsi, le projet de recherche envisagé dans ce document se propose d'étudier ces transformations, à travers la question de départ suivante :

Dans le contexte sociopolitique des sociétés capitalistes avancées, quelles sont les différentes formes d'action collective qui, aujourd'hui, visent à politiser les enjeux technologiques liés au numérique ?

1 CARDON Dominique, GRANJON Fabien, 2014, *Médiactivistes*, Les Presses de Sciences Po (2ème édition)

3. Axes de recherche envisagés

Nos intérêts de connaissance portent donc sur la politisation des enjeux liés aux technologies numériques d'information et de communication. Bien que de nombreuses controverses technologiques se déroulent en ce moment – par exemple au sujet des bio-technologies, du nucléaire, ou des nano-technologies – ce choix nous semble se justifier au regard de l'important taux de pénétration des technologies numériques de communication et l'importance des utilisateurs dans la définition de leurs cadres référentiels. L'étude des controverses liées à d'autres domaines technologiques pourra toutefois constituer un apport théorique intéressant et devra également être mené, au moins partiellement.

a) Des organisations militantes investies dans les controverses techniques : un espace militant singulier

Le développement progressif de l'exploitation commerciale des nouvelles technologies de l'information et de la communication a donné lieu à de profondes remises en question de leurs cadres référentiels au cours des cinquante dernières années et a généré des controverses techniques importantes, toujours en cours aujourd'hui. Celles-ci concernent notamment le contrôle des utilisateurs sur les machines, l'accessibilité des codes sources des logiciels, la non discrimination des informations circulant sur le réseau, ou les limites de la surveillance étatique. Par nature, les orientations des acteurs produisant et/ou commercialisant ces technologies et des législateurs arrêtant leurs cadres réglementaires peuvent se définir sans jamais consulter les usagers, consommateurs, cibles, victimes, intéressés, ou autres bénéficiaires. Par conséquent, seuls ces derniers sont contraints de se mobiliser pour faire émerger un débat public leur permettant d'exprimer l'alternative technique correspondant à ce qu'ils considèrent comme leur intérêt propre. Ainsi, lorsqu'ils ne parviennent pas à imposer leur cadre référentiel par l'usage, ils développent des stratégies destinées à rendre inévitable le débat public et si nécessaire des arbitrages juridiques et/ou législatifs.

Pour y parvenir, ces acteurs se constituent généralement en organisations militantes dont l'enjeu de mobilisation ne peut être dissocié de la défense de l'alternative technique répondant à leurs valeurs et intérêts. De manière prévisible dans le cadre des « nouvelles » technologies d'information et de communication, ces organisations font généralement d'Internet leur principal outil de mobilisation. Pour autant, les rencontres « hors ligne » n'entrent pas en contradiction avec ce mode d'action et sont souvent organisées pour permettre aux militants de se rencontrer physiquement. Loin de créer de toutes pièces de nouveaux modes de fonctionnement, ces organisations sont marquées par le renouvellement de pratiques pré-existantes et parfois marginales, notamment en termes de changements d'échelles. Nous pouvons d'ores et déjà observer en leur sein une transformation des processus militants de coopération et de structuration des groupes, notamment par un développement de l'indépendance des collectifs locaux, une valorisation de l'action individuelle, une décentralisation de l'action et des prises de décision, des degrés de formalisation

faibles, l'individualisation des conduites, et des formes d'adhésion marquées par l'engagement.

Au cours des vingt dernières années, le nombre d'organisations militantes engagées dans ce domaine a considérablement augmenté, embrassant des causes aussi diverses que la non discrimination des informations sur Internet, la promotion des logiciels libres, le droit des individus à la vie privée, la réforme du droit d'auteur, ou plus généralement la protection des libertés et droits fondamentaux dans les dossiers liés aux nouvelles technologies. Ce dernier élément fait l'objet d'une utilisation particulièrement fréquente de la part de ces organisations, conscientes de sa valeur mobilisatrice, mais aussi de la manière dont l'appropriation de ces outils et leur usage sont devenus indispensables pour le respect de toute une catégorie de droits de l'Homme². De manière revendiquée ou non, ces organisations posent des questions qui permettent de réintroduire des problématiques autour des rapports techniques et des rapports sociaux de production, de la propriété lucrative, de la valeur d'usage, du travail abstrait, ou encore du piratage de la valeur opéré par le capitalisme³. Autant de thématiques qui mettent au cœur de la critique les conventions capitalistes prévalant au sein des sociétés contemporaines, ainsi que leur évolution sous le coup de la numérisation du signe et du développement du travail cognitif⁴.

D'un point de vue général, toutes ces organisations ont en commun qu'elles tentent de faire comprendre aux autres membres de la société que les technologies sont des formes d'objectivation de valeurs sociales inscrites dans des *scripts* qui participent pleinement à l'établissement d'une certaine hégémonie sociale, légitimant par la même occasion la nécessité de la participation publique à l'innovation technique⁵. Ainsi, des organisations telles que La Quadrature du Net, l'April⁶, la FFDN⁷, FAImaison⁸, l'EDRI⁹, l'EFF¹⁰, ou Free Press¹¹ se sont par exemple développées au cours des deux dernières décennies. Si l'univers formé par ces organisations peut sans doute être défini comme un *champ* à part entière tel que conceptualisé par Pierre Bourdieu, leur

2 Nations Unies, [*Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression*](#), LA RUE Frank, 16 mai 2011

3 LESSIG Lawrence, 2008, *Remix: Making Art and Commerce Thrive in the Hybrid Economy*, Penguin Press

4 MOULIER-BOUTANG Yann, 2007, *Le capitalisme cognitif: la nouvelle grande transformation*, Amsterdam

5 CARDON Dominique, GRANJON Fabien, *ibid.*

6 L'[April](#) est une association de promotion et de défense du logiciel libre basée à Paris.

7 La [fédération FDN](#) regroupe des Fournisseurs d'Accès à Internet associatifs « se reconnaissant dans des valeurs communes : bénévolat, solidarité, fonctionnement démocratique et à but non lucratif ; défense et promotion de la neutralité du Net. »

8 [FAImaison](#) est un Fournisseur d'Accès à Internet associatif agissant en Loire-Atlantique, et membre de la fédération FDN.

9 L'[EDRI](#) est une association européenne de défense des droits et libertés sur Internet basée à Bruxelles.

10 L'[EFF](#) est une organisation internationale de défense des droits et libertés sur Internet basée à San Francisco.

11 [Free Press](#) est une organisation américaine agissant pour la liberté d'expression et la protection des journalistes basée à Washington.

fonctionnement très largement informel, tend toutefois à nous faire pencher vers une problématisation en termes d'*espace de mouvements* interdépendants, lequel serait dédié à la politisation de la technique¹².

Les quelques organisations décrites *supra* et de nombreuses autres présentent des caractéristiques communes du point de vue de leurs enjeux de mobilisation, de leur composition, de leurs objectifs, de leur structuration, de leur fonctionnement, etc., et pourront constituer des terrains d'observation à même de produire de nombreux matériaux empiriques à analyser dans le cadre de ce projet.

b) Profils socio-culturels, trajectoires biographiques et carrières militantes

La culture des utilisateurs de ces nouvelles technologies et la manière dont ils ont influencé leurs évolutions depuis une cinquantaine d'années constituera également un axe de recherche de ce projet. Les premiers utilisateurs d'ordinateurs, généralement jeunes, passionnés par ces outils, proches des mouvements de la contre-culture américaine et disposant d'une culture technique importante, sont intervenus en aval du processus d'innovation pour redéfinir le cadre référentiel de ces machines, et y ont intégré des valeurs fortes favorisant l'autonomie des individus, le partage, la coopération, l'horizontalité, la libre circulation de l'information et reléguant les usages marchands à la marge. Conçu comme un outil de traitement de l'information, l'ordinateur a rapidement vu son cadre d'usage redéfini par ces primo-utilisateurs pour devenir un outil de communication, porteur d'utopies et de promesses de remises en question de l'ordre établi et de renouvellement démocratique. Aujourd'hui encore, les utilisateurs-inventeurs de ces technologies restent fortement impliqués dans les controverses pour l'élaboration de leurs cadres référentiels, et continuent de produire et défendre leurs propres alternatives techniques. Dès lors, il convient de nous interroger sur les profils de ces acteurs, leurs stratégies, et la manière dont ces éléments influent dans les processus de définition des cadres référentiels des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Nos précédentes recherches et activités nous ont amené à rencontrer un grand nombre de militants engagés dans une controverse technique, généralement au sein d'organisations proches de celles décrites *supra*. S'il est impossible de décrire ici la diversité des profils que nous avons pu observer dans ce cadre, le « militant type » apparaît tout de même comme de genre masculin, habitant en métropole, ayant entre 15 et 35 ans, anglophone, disposant d'importants capitaux technique, culturel, voire juridique, politiquement proche des valeurs traditionnellement considérées comme de gauche – voire d'extrême gauche – ou libertaires, et issu d'une famille de classe moyenne ou supérieure. Au delà de leur intérêt pour la technologie en question,

¹² Tel que défini par Lilian Mathieu (2007) : un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance.

le point commun de ces acteurs semble être leur culture, héritée des primo-utilisateurs décrits précédemment et liée au cadre référentiel historique de ces technologies, et construisant une identité collective remarquable.

La porosité des frontières des organisations militantes agissant dans le domaine du numérique, l'individualisation des conduites, et la proximité idéologique de ces organisations favorisent l'apparition de militants multi-positionnés¹³. Sans que leurs itinéraires d'engagement ne reflètent de démarches planifiées, mais soient plutôt dépendantes de leurs rencontres, des contextes politiques, et des agendas des collectifs, de nombreux militants participent aux actions de plusieurs organisations, notamment les plus investis d'entre eux. Ces engagements multiples peuvent par exemple concerner des nébuleuses d'organisations agissant en faveur des logiciels libres (Ubuntu-fr, April, Mozilla...), des libertés sur Internet (Télécomix, FDN, Anonymous...), ou des laboratoires communautaires (Le Loop, L'Électrolab...). Ainsi, il est fréquent que les militants soient « membres » de plusieurs, voire de toutes ces associations, dont ils partagent les valeurs communes et le cadre cognitif. Au-delà, des valeurs défendues par les collectifs qui nous intéressent ici, leurs militants portent généralement un ensemble de revendications globalisantes et humanistes.

Nous le voyons, une étude approfondie des profils socio-culturels des militants impliqués dans ces controverses semble donc indispensable à la compréhension des motifs d'adhésion à ces organisations, et par extension aux processus de politisation de la technique. De même, une analyse de leurs *carrières* militantes¹⁴, de leurs trajectoires biographiques, scolaires, familiales, ou d'engagement devra être menée, notamment pour mettre en lumière les processus spécifiques d'acquisition de capital militant en vigueur dans ces groupes.

c) Les répertoires d'action mobilisés par les organisations militantes

Comme l'ont mis en évidence les travaux de Tilly¹⁵, les contraintes de l'environnement extérieur et l'influence des ressources, outils, expériences et cultures des membres déterminent le choix des répertoires d'action des organisations militantes. Tous ces éléments, stables d'une action à une autre, participent à la création de nouveaux répertoires plus ou moins proches des formes d'action pré-existantes. Ainsi, les organisations engagées dans les controverses technologiques renouvellent elles aussi les moyens d'action traditionnels pour les adapter à l'ère numérique et à la culture de leurs militants, et utilisent parfois conjointement des modes d'action longtemps considérés comme antinomiques, tels que le lobbying et l'action directe.

13 GRANJON, Fabien, 2001, L'Internet militant : Mouvement social et usage des réseaux télématiques, Apogée

14 FILLIEULE, Olivier, 2009, Carrière militante, in Dictionnaire des mouvements sociaux, Sd FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian, PÉCHU, Cécile, Les Presses de Sciences Po

15 TILLY Charles, 1986, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Fayard

Le principal enjeu de mobilisation pour les acteurs défendant une alternative technique est de faire naître un débat public aboutissant au maintien ou à une nouvelle définition du cadre référentiel d'une technologie donnée. Pour arriver à leurs fins, ces organisations – et dans une certaine mesure les acteurs économiques ou politiques dominants – utilisent des moyens d'action principalement liés à la production et l'organisation de l'information : le militantisme informel. Alors que l'information accessible par un large public était encore récemment contrôlée et normée *a priori* par des professionnels, les nouvelles technologies de la communication offrent la possibilité à tout un chacun de diffuser largement l'information qu'il produit, sans contrôle éditorial extérieur. Internet permet à ces acteurs de contourner les médias traditionnels et de développer leurs propres études, analyses, et contre-arguments remettant en cause les informations publiées par leurs adversaires politiques. Ainsi, ils deviennent capables de diffuser à une échelle potentiellement infinie des idées habituellement reléguées dans l'ombre des discours dominants. Dans un mouvement inverse, ces nouvelles technologies permettent également à ces organisations de s'engager dans un mouvement de « course aux armements communicationnels »¹⁶ afin d'adapter leurs répertoires d'action aux logiques journalistiques et d'obtenir des couvertures médiatiques plus importantes. Ainsi, ces organisations gèrent de manière très réfléchie et contrôlée leurs interactions avec les médias et la diffusion des informations qu'elles produisent. En révélant les enjeux volontairement déformés ou masqués par les acteurs dominants, notamment en termes de droits fondamentaux, ces acteurs prétendent contribuer à rendre intelligible le débat en question et permettre aux profanes de s'y investir. Enfin, ces organisations jouent également un rôle d'acteur relais au sein des institutions, et destinent leur production d'informations aux élus. Ces derniers, après avoir eu accès à ces points de vue et arguments, les intègrent parfois dans leurs propositions législatives, aboutissant dans certains cas à la redéfinition des cadres réglementaires en vigueur. Si la massification et la routinisation de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication participent à la création de nouveaux répertoires d'action, il est intéressant de constater que les ouvriers « briseurs de machines » des 18^{ème} et 19^{ème} siècles en Europe plaçaient déjà la production et la diffusion d'information au cœur de leur stratégie de mobilisation¹⁷.

L'importance des ressources que ces organisations consacrent à la production d'information, notamment en termes de savoirs et d'expertise¹⁸ technique, est particulièrement remarquable. L'objectif pour ces acteurs est alors de disposer d'une crédibilité et d'une légitimité fortes, obligeant leurs interlocuteurs et les médias dominants à prendre en compte leurs points de vue et considérer leurs cadres référentiels alternatifs. Afin de disposer de données

16 NEVEU Erik, 2010, *Médias et protestation collective*, in *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Sd FILLIEULE Olivier, AGRICOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle, La Découverte

17 JARRIGE François, 2009, *Au temps des « tueuses de bras » : les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*, Presses universitaires de Rennes

18 Telle que définie par Castel (1998) et Trépos (1996) : production de savoir, caractérisée par un certain degré de technicité, et investie dans un processus politique à des fins décisionnaires.

exploitables pour démontrer et justifier les analyses renforçant leurs positions, certains de ces acteurs développent par exemple leurs propres outils de récoltes de données sur les objets les intéressant¹⁹.

De la même manière et en accord avec le cadre référentiel historique des technologies de l'information et de la communication, ces organisations défendent généralement la libération et l'ouverture des données permettant de nourrir le débat public, afin de les rendre accessibles à tous. Dans cette optique, certaines développent des outils permettant l'utilisation de ces données et leur appropriation citoyenne²⁰. Ces stratégies participent à transformer ces organisations en groupes ressources à disposition des utilisateurs et des autres acteurs, leur permettant d'agir de la manière de leur choix, notamment localement et par exemple grâce au suivi et à la surveillance de l'activité parlementaire. Bien qu'adapté aux potentialités offertes par les nouvelles technologies de la communication et destiné à une action collective plus qu'individuelle, ce répertoire d'action se rapproche de celui développé par des associations telles que le GISTI ou d'autres organisations de « sans », centralisant les informations utiles à leur public et s'inscrivant également en groupes ressources.

L'héritage du cadre de référence historique des nouvelles technologies de l'information et de la communication amène également les utilisateurs à développer et réinventer continuellement de nouvelles alternatives technologiques en accord avec leurs valeurs et philosophies, tant au sein d'organisations que de manière isolée. Qu'il s'agisse de la constitution en organisations fournissant des services conformes à un cadre de valeurs données²¹, de l'adaptation ou du rétablissement de dispositifs existants²², ou de la création de toutes pièces de nouveaux outils, ces acteurs s'approprient et domestiquent la technique, imposant parfois de fait un nouveau cadre d'usage et de fonctionnement adopté ensuite par les acteurs dominants.

Enfin, il est évidemment important de noter que si le champ informationnel est investi par les organisations militantes, il l'est également par les acteurs économiques et politiques dominants. Ainsi, l'étude des répertoires d'action mobilisés par ces organisations, leurs stratégies à courts et longs termes, tout autant que les formes et contenus de leurs publications, paraît indispensable à la compréhension des mécanismes conduisant à la politisation de controverses technologiques, et devra être considérée comme l'un des principaux axes de recherche du projet décrit dans ce document.

19 Voir par exemple, la plate-forme [RespectMyNet](#), développée par les organisations Bits of Freedom et La Quadrature du Net, permettant aux citoyens de signaler les pratiques attentatoires au principe de neutralité du Net qu'ils constatent.

20 Voir par exemple le travail de l'association [Regards citoyens](#), l'outil [Mémoire politique](#) de La Quadrature du Net, ou le site [lobbyplag.eu](#).

21 Par exemple des Fournisseurs d'Accès à Internet, à l'image des membres de la [fédération FDN](#), qui regroupe des acteurs associatifs « se reconnaissant dans des valeurs communes : bénévolat, solidarité, fonctionnement démocratique et à but non lucratif ; défense et promotion de la neutralité du Net. »

22 Par exemple lors de la remise en route du réseau Internet en Égypte, après que le gouvernement l'ait désactivé pendant la révolution de janvier 2011.

4. Pistes méthodologiques de recherche et planning de travail prévisionnel

Afin de répondre aux questions soulevées dans ce projet de recherche, nous nous proposons d'adopter une approche interdisciplinaire considérant la question de la politisation de la technique comme un ensemble cohérent, plutôt que d'envisager ses différentes composantes – historique, philosophique, technologique, sociologique, politique, etc – de manière fragmentée. Par conséquent, ce cadre d'exercice global nous amènera à penser notre objet d'étude au regard d'une perspective nouvelle, à la croisée de différents champs des sciences sociales. Enfin, une étude approfondie des ouvrages de référence de ces spécialités scientifiques constituera une étape centrale de notre démarche et nous permettra de construire un cadre théorique solide. La lecture approfondie d'ouvrages de sociologie de l'action collective, de la Théorie critique (école de Francfort), mais aussi d'auteurs proposant une nouvelle approche de la question technique, tels qu'Andrew Feenberg²³ ou Patrice Flichy²⁴, constituera le point de départ de la réalisation de ce projet de recherche.

Venant se greffer à ce travail d'état de l'art, nous envisageons de mener des observations participantes hors ligne, des observations ethnographiques en ligne (de sites, de forums, de pages de sites de réseaux sociaux, etc.) et des entretiens semi-directifs au sein d'organisations engagées dans la construction et la promotion d'une alternative technique. Ayant déjà eu l'occasion de rencontrer un grand nombre de militants de différentes organisations françaises, européennes et internationales, avec lesquels nous avons pu établir des relations de confiance, la prise de contact avec notre terrain d'étude sera considérablement facilité et permettra la récolte de matériaux empiriques riches et diversifiés. Durant cette phase, nous aurons l'occasion d'observer le fonctionnement de ces organisations, leurs stratégies et répertoires d'action destinés à faire entrer la technique dans le champ politique, ainsi que les profils socio-culturels de leurs militants. Enfin, une analyse des champs lexicaux employés lors des interventions publiques et dans les publications de ces organisations pourra également être envisagée, et pourrait apporter des éclaircissements intéressants sur les stratégies qu'elles développent. Au-delà de ces collectifs, des entretiens semi-directifs et des enquêtes qualitatives avec des acteurs évoluant au sein d'organisations non-militantes, par exemple produisant et/ou commercialisant ces technologies ou des législateurs arrêtant leurs cadres réglementaires, pourraient également permettre de récolter des matériaux utiles, notamment sur la diffusion des modèles technologiques alternatifs.

23 FEENBERG Andrew, 2004, *(Re)penser la technique : Vers une technologie démocratique*, Éd. La Découverte, 230 p.

24 FLICHY Patrice, 2003, *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales, vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Éd. La Découverte, 256 p.

De manière synthétique, nous envisageons notre planning de travail de la manière suivante :

- 1^{ère} année : construction théorique, rédaction de la problématique définitive, et prise de contact avec le terrain. Nos expériences associatives et professionnelles passées ainsi que nos précédentes recherches s'avéreront particulièrement utiles lors de cette étape et faciliteront les prises de contact avec les différentes organisations et leurs militants.
- 2^{ème} année : recueil des matériaux empiriques.
- 3^{ème} année : analyse des matériaux d'enquête recueillis et rédaction de la thèse.

5. Inscription du sujet dans les axes de recherches du Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Internationalisation

L'objet de ce projet – la manière dont des organisations militantes agissent pour politiser des enjeux technologiques – ainsi que sa perspective critique par rapport aux théories classiques et déterministes de la technique, s'inscrivent pleinement dans les approches épistémologiques adoptées par le CEMTI. Le renouvellement des paradigmes classiques de la théorie de la technique démarré au cours des dernières décennies et auquel participe le CEMTI offre un angle de lecture particulièrement intéressant pour étudier les problématiques soulevées par ce projet de recherche, notamment en ce qu'il tente d'appréhender la diversité des évolutions potentielles des technologies numériques d'information et de communication, leur aspect multilinéaire, ainsi que la multiplicité des acteurs intervenant dans les controverses qu'elles génèrent.

La démarche transversale de ce projet de recherche, proposant de mêler les champs de la sociologie de l'action collective, des sciences de l'information et de la communication, l'histoire et la philosophie de la technique, ainsi que la philosophie politique, fait également écho à l'appartenance aux sciences sociales du CEMTI, ainsi qu'à son approche interdisciplinaire. L'étude des organisations auxquelles nous nous intéressons, de par leurs fonctionnements et objectifs, relativement singuliers par rapport aux organisations militantes de l'espace des mouvements sociaux, trouve à l'évidence sa place dans le projet scientifique porté par notre équipe d'accueil, lequel se donne pour objectif de penser les marges.

Enfin, au delà de leurs enjeux technologiques, les revendications et actions des organisations que ce projet se propose d'étudier remettent en question l'ordre établi et le modèle économique capitaliste dominant en interrogeant les questions de production, de biens communs, de partage entre individus, de libre circulation de l'information, de propriété, de la valeur des biens dématérialisés ou les conditions de la participation citoyenne au débat

démocratique, tout en proposant des alternatives et propositions concrètes et structurées. Ici aussi, ces sujets d'études semblent correspondre à la culture du CEMTI, et plus généralement à celle de l'Université Paris 8.

6. Pistes bibliographiques

Depuis l'Antiquité, la question de la technique a fait l'objet de nombreuses analyses historiques, philosophiques et sociologiques, générant une importante bibliographie à même d'alimenter largement une réflexion sur les différents axes de recherche décrits ci-dessus. Un cadre théorique nouveau et interrogeant les paradigmes historiques classiques a fait son apparition au cours des dernières années, renouvelant les perspectives sous lesquelles appréhender ces questions, dont certains ouvrages majeurs sont eux aussi listés ci-dessous :

Sociologie, philosophie et histoire de la technique

AXELOS Kostas, 1961, *Marx, penseur de la technique : De l'aliénation de l'homme à la conquête du monde*, Éditions de Minuit Besançon, 327 p.

FEENBERG Andrew, 2004, *(Re)penser la technique : Vers une technologie démocratique*, Éd. La Découverte, 230 p.

FLICHY Patrice, 2003, *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales, vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Éd. La Découverte, 256 p.

FRIEDMANN Georges, 1966, *Sept études sur l'homme et la technique*, Éd. Gonthier Biarritz, 217 p.

HABERMAS Jürgen, 1968, *La technique et la science comme « idéologie »*, Éd. Gallimard, 266 p.

HEIDEGGER Martin, 1980, *Essais et Conférences*, Éd. Gallimard, 349 p.

JARRIGE François, 2014, *Techno-critiques*, Éd. La Découverte, 419 p.

JARRIGE François, 2009, *Au temps des « tueuses de bras » : les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*, Presses universitaires de Rennes, 369 p.

LESSIG Lawrence, 1999, *Code and Other Laws of Cyberspace*, Ed. Basic Books, 297 p.

LESSIG Lawrence, 2008, *Remix: Making Art and Commerce Thrive in the Hybrid Economy*, Ed. Penguin Press, 352 p.

MARCUSE Herbert, 2007, *Le problème du changement social dans la société technologique*, Éd. Homnispheres, 96 p.

MOULIER-BOUTANG Yann, 2007, *Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, Éd. Amsterdam, 315 p.

RICE Ronald E., ROGERS Everett M., 1980, *Re-invention in the innovation process*, in *Knowledge: Creation, diffusion, utilization*, p 499-514

SIMONDON Gilbert, 2014, *Sur la technique*, Presses Universitaires de France – PUF, 480 p.

Sociologie de l'action collective

CASTEL Robert, 1998, *Savoirs d'expertise et production de norme* in *Normes juridiques et régulation sociale*, Sd COMMAILLE Jacques, CHAZEL François, Éd. LGDJ, 426 p.

CHATEAURAYNAUD Francis, 2011, *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Éd. Pétra, 485 p.

FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric, SOMMIER Isabelle, 2010, *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Éd. La Découverte, 327 p.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PÉCHU Cécile, 2009, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Éd. Les Presses de Sciences Po, 651 p.

ISRAËL Liora, 2003, *Faire émerger le droit des étrangers en le contestant, ou l'histoire paradoxale des premières années du GISTI*, Politix, 16:62, p. 115-143

MATHIEU Lilian, 2007, *L'espace des mouvements sociaux*, Politix 1/ 2007 (n° 77), p. 131-151. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-politix-2007-1-page-131.htm>

MAREK Anna, 2003, *L'usage militant de l'expertise juridique : le GISTI*, p. 67-87, in *L'expert associatif, le savant et le politique*, Sd LOCHARD Yves, SIMONET-CUSSET Maud, Éd. Syllepse, 172 p.

MOUCHARD Daniel, 2009, *Être représenté - Mobilisation d'exclus dans la France des années 1990*, Éd. Economica, 273 p.

SOMMIER Isabelle, 2003, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Éd. Flammarion, 337 p.

TILLY Charles, 1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Éd. Fayard, 622 p.

TRÉPOS Jean-Yves, 1996, *La Sociologie de l'expertise*, PUF, 127 p.

Changements sociaux liés à Internet

BEAUDE Boris, 2012, *Internet, changer l'espace, changer la société*, FYP éditions, 256 p.

BENKLER Yochai, 2007, *The Wealth of Networks*, Yale University Press, 528 p.

CARDON Dominique, 2009, *Vertus démocratiques de l'Internet*. Disponible sur : <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html>

CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet : Promesses et limites*, Éd. Seuil, 102 p.

CARDON Dominique, GRANJON Fabien, 2014, *Médiactivistes*, Éd. Les Presses de Sciences Po (2^{ème} édition), 200 p.

DATCHARY Caroline, 2010, *Ce que le web 2.0 fait à l'autonomie journalistique. L'expérience Mediapart*, in *La subjectivité journalistique*, Sd LEMIEUX Cyril, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 315 p.

Militantisme et Internet

BREINDL Yana, BRIATTE François, 2009, *Activisme sur Internet et discours stratégiques autour de la propriété intellectuelle*, Terminal, 103-104

BREINDL Yana, 2012, *Critique of the Democratic Potentials of the Internet: A Review of Current Theory and Practice*, TripleC, 8(1), p. 43-59

GRANJON Fabien, 2001, *L'Internet militant : Mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Éd. Apogée, 189 p.

GRANJON Fabien, 2002, *Mouvement social, "néo-militantisme" et pratiques télématiques*. Disponible sur : <http://www.web1901.org/article48.html>

MATHIEU Lilian, *Un "nouveau militantisme" ? A propos de quelques idées reçues*. Disponible sur : <http://www.contretemps.eu/socio-flashes/nouveau-militantisme-propos-quelques-idees-recues>

MILAN Stefania, 2013, *Social Movements and Their Technologies: Wiring Social Change*, Ed. Palgrave Macmillan, 248 p.

Philosophie politique

CAILLÉ Alain, LAZZERI Christian, SENELLART Michel, 2007, *Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique*, Éd. Flammarion, 520 p.

CORCUFF Philippe, 2011, *B.A.-ba philosophique de la politique pour ceux qui ne sont ni énarques, ni politiciens, ni patrons, ni journalistes*, Éd. Petite encyclopédie critique, 144 p.

7. Publications personnelles

03-2012 – 09-2014 : Participation à la rédaction d'un grand nombre d'analyses et de communiqués de presse de l'association [La Quadrature du Net](#)

09-2012 : Mémoire de fin de Master : *L'impact de la massification de l'usage des nouvelles technologies de la communication sur l'action collective militante*. Disponible sur : [http://spicher.fr/L'impact de la massification de l'usage des nouvelles technologies de la communication sur l'action collective militante - Yoann SPICHER.pdf](http://spicher.fr/L'impact_de_la_massification_de_l'usage_des_nouvelles_technologies_de_la_communication_sur_l'action_collective_militante_-_Yoann_SPICHER.pdf)

05-2014 : Conférence dans le cadre de la fête de l'Europe à Nantes : *Libertés fondamentales sur Internet : décodage des positions des candidats aux élections européennes*. Disponible sur : <http://media.faimaison.net/20140517-conf-position-candidats-europeennes-libertes-internet/faimaison-20140517-debrief-debat-europeenes-cosmopolis.ovg>